

« Aux âmes, citoyens... »

Tribune –Edito – Patrick A.- 07/01/10

Pour reprendre le vocabulaire de Jean Ping, par bien des aspects, la situation politique de Madagascar semble complètement crispée, si ce n'est bloquée. Les vagues de ressentiment qui ont déferlé en 2009 semblent avoir tout submergé, et chacun semble avoir choisi son camp, ou du moins a été catalogué comme tel.

À y regarder de plus près en effet, bien rares parmi les hommes politiques sont ceux qui peuvent véritablement compter leurs amis ; chacun d'entre eux semble plutôt avoir identifié des ennemis avec qui il n'est pas question de véritablement discuter sérieusement. La règle générale vis-à-vis de « ces gens là » semble être désormais de se déclarer ouvert au dialogue mais trouver toutes leurs propositions inacceptables, aussi intéressantes soient-elles.

Dialogues de sourds

Pour une sortie de crise, l'ingrédient le plus difficile à trouver sera le minimum de confiance. Il passera nécessairement par un partage des postes, au moins sur les portefeuilles clés, et le lancement d'un véritable processus de réconciliation nationale. Et il faudra aussi traiter les boulets judiciaires accrochés à des candidats potentiels, et avoir un véritable accès équitable aux médias publics. Sur tous ces points là, on semble pour l'heure bien mal parti.

Par contre, tous les autres ingrédients pour une sortie de crise sont là, mais dispersés et en filigrane, et n'était l'absence de dialogue, on pourrait presque être optimiste au vu des différentes propositions. Il est certain que des élections dans un délai pas trop éloigné constituent un élément clé pour confirmer ou infirmer les affirmations des uns et des autres selon lesquelles ils représentent le *vahoaka*. Mais on ne se privera pas d'admettre également qu'une élection ne peut faire un miracle : pour éviter un enlisement à l'ivoirienne, il faudra un accord solennel sur un calendrier global qui inclura la prise en compte de la question la plus contentieuse, la désignation d'un Chef d'État légitime et reconnu par tous. Un consensus est indispensable.

De même, on peut estimer qu'il n'est pas illogique de passer par une Assemblée Constituante, dont la légitimité à décider sera bien plus forte qu'une Conférence Nationale à la représentativité douteuse, d'autant qu'un référendum ne permettrait au peuple que de répondre par « Oui » ou par « Non » à une question portant sur une centaine d'articles. Mais affirmer pouvoir affronter d'ici au 20 mars à la fois tous les défis matériels et le challenge de la mise en place d'une Commission Électorale véritablement indépendante relève de la pure démagogie. Il faudra plus de temps, et surtout un accord.

La communauté internationale arrivera-t-elle à rassembler tous ces ingrédients ? Elle vient d'accorder ses violons à Addis-Abeba, mais parviendra-t-elle à faire oublier les différences entre une France pro-TGV, une Union Africaine traditionnellement proche des Présidents élus au point d'être parfois taxée d'être un club des dictateurs, et des États-Unis dont l'ambassadeur a certainement gardé, non sans quelques raisons, un cuisant souvenir personnel de la journée du 17 mars 2009 ?

Plus rien à perdre ?

Espérons que les grandes puissances restent suffisamment unies pour parler d'une voix suffisamment forte, car face à eux, les principaux protagonistes politiques malgaches donnent l'impression de n'avoir plus rien à perdre et de pratiquer la politique du pire. Entre un Andry Rajoelina cerné d'ennemis et craignant pour sa sécurité physique, des anciens Présidents avides d'effacer les humiliations du passé et pouvant chacun espérer émerger du chaos en tant qu'homme providentiel, et un entourage de la HAT qui a l'occasion de profiter du temps qui passe pour s'occuper de manière extrêmement lucrative, on a l'impression que personne n'a vraiment intérêt à ce que la crise se termine.

Et ceux qui ont effectivement quelque chose à perdre, on ne les entend guère, trop occupés qu'ils sont à chercher à survivre, et sans doute sans plus guère d'illusions vis-à-vis de ces « *olona eny ambonimbonny eny* ». Les entreprises de zone franche ferment dans le silence, et les rues débordent de marchands

informel. Quant aux sociétés religieuses et civiles, si elles tentent de temps à autres de faire passer quelques messages, leurs agissements sont fatalement catalogués comme politiques par ceux qu'elles interpellent.

Éclaircie dans l'orage ?

Dans ce paysage quasi-apocalyptique il est difficile de raison garder. Et pourtant, beaucoup font face à leurs responsabilités, font marcher le pays malgré tout, en pères et mères de famille parfois obligés de faire taire leurs convictions.

« *Aux armes* », crient certains. « *Aux âmes* » répondrons-nous. Que l'on pense à tous les sans-voix, sans présumer trop fort que l'on les représente.

Et dans la journée d'hier où personne ne semblait avoir retenu les leçons du début 2009, la seule véritable surprise aura été la publication de cet appel venu d'une terre lointaine et peu connue, cet appel rassemblant partisans du TIM, du TGV, du CRN, du GTT ou de l'AREMA, dont on aurait douté qu'ils puissent se mettre d'accord au delà de trois phrases.

Comme quoi, à Bagnaux, il est des miracles qui peuvent survenir en décidant de ne pas faire tapisserie.

Hay ve mba misy dikany ihany ilay manoratra foana e !!?

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Aux-ames-citoyens,13318.html>